



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un
parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en
Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des
peuples de Martinique et de
Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la
IVe internationale.**

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 10 OCTOBRE 2026 - n°1378

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Vive les actions lycéennes ! Elles nous montrent la voie !

Depuis le 21 septembre des milliers de lycéens se sont mobilisés devant leurs établissements. Le mouvement a commencé par les lycées de la région parisienne en particulier des banlieues ouvrières de Seine-Saint-Denis. Les lycéens de Guadeloupe et de Martinique et des Outre-mer sont aussi mobilisés pour que soient résolus des problèmes qui s'aggravent d'année en année.

Des lycéens et lycéennes ont bloqué l'entrée de leur établissement. Commencé le 1er octobre au lycée de Bellevue à Fort-de-France en Martinique et à celui de Gerville Réache à Basse-Terre en Guadeloupe, le mouvement s'est propagé dans plusieurs lycées le 5 octobre : aux Abymes, à Sainte-Anne, Morne-à-l'Eau et Petit-Bourg, à Fort-de-France, à Ducos, à Kourou...

Ils dénoncent notamment le manque d'enseignants, des classes et des emplois du temps surchargés, l'absence d'infirmière dans certains lycées, et le manque de moyens. Ils ont brandi des pancartes et chanté des slogans réclamant plus de professeurs, de médecins, d'infirmiers, des toilettes avec des portes, une plus longue pause pour déjeuner, des moyens pour travailler dans de bonnes conditions.

Face aux revendications, le gouvernement répond par le mépris social et la répression. La police multiplie les arrestations, des jeunes manifestants ont été gazés, violentés par les forces de répression (matraquage, charges violentes). Un jeune a été défiguré par un tir de grenade lacrymogène, un lycéen a été gravement atteint à l'œil, un

autre a eu une main arrachée par une grenade.

Cette colère légitime est le reflet d'une dégradation des conditions de vie. C'est la conséquence de la politique d'austérité menée par les précédents gouvernements de gauche comme de droite et qui se poursuit avec Macron. La pénurie touche le système éducatif comme l'ensemble des services publics qui se dégradent de manière accélérée. Le gouvernement prévoit de réduire la dette publique de l'État et de faire 54 milliards d'euros d'économies sur le dos des exploités. Le projet de budget 2027 envisage de supprimer 1588 nouveaux postes d'enseignants à la prochaine rentrée. Les salaires des fonctionnaires, la prime d'activité et les pensions des retraités seront gelés, entre autres mesures. Il compte aussi supprimer l'abattement fiscal de 10 % pour un certain nombre de retraités.

La mobilisation de la jeunesse doit servir d'exemple pour tous les travailleurs, qui ont aussi toutes les raisons de se mobiliser, de faire grève. Il est temps que ce mouvement qui a démarré dans la jeunesse se propage dans le monde du travail. Les prix à la pompe flambent depuis plusieurs

mois. Dans certaines stations en France les prix frôlent les trois euros le litre alors que les capitalistes de ce secteur réalisent d'énormes profits : TotalEnergies a réalisé 11,2 milliards de profits pour le premier semestre 2026 soit 72 % d'augmentation. Les factures d'électricité augmentent ainsi que les prix de l'alimentation. Le gouvernement fait la guerre aux classes populaires, aux travailleurs, aux retraités et aux chômeurs. Pas question pour ce gouvernement de toucher aux profits des capitalistes pour renflouer les caisses. Et pourtant la distribution des dividendes a atteint des records en France. Les 40 plus grandes entreprises françaises en 2025 ont reversé 107 milliards d'euros à leurs actionnaires.

La jeunesse nous montre la voie pour ne pas se laisser plumer par le patronat. L'argent est bien là : dans la poche des capitalistes. Exigeons de meilleurs salaires, pensions et allocations. Il faut que des femmes et des hommes qui par leur travail font fonctionner la société se fassent entendre. Que la colère exprimée par les étudiants et les lycéens s'étende aux travailleurs et à l'ensemble de la société.

Martinique

**La grève du
29 septembre**



Page 2

Guadeloupe

Grève des lycéens



Page 4

Martinique

**Carburants :
braquage à la pompe
Page 5**

Espagne

**Question du logement :
vers une lutte sociale !**



Page 8

Martinique

La grève du 29 septembre

Le 29 septembre plus de 800 travailleurs ont répondu à l'appel d'une journée nationale de grève dans la fonction publique. En Martinique, des organisations syndicales ont élargi l'appel aux salariés du privé, retraités, étudiants et demandeurs d'emploi.

Les manifestants ont défilé à Fort-de-France. Le cortège réunissait notamment des salariés, des retraités, des agents hospitaliers, des agents municipaux et territoriaux, des personnels de l'Éducation, des travailleurs agricoles, des travailleurs de l'EDF ou encore les pompiers en colère à cause du manque de moyens.

Les manifestants réclamaient de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, dans un contexte marqué par l'inflation et la perspective d'un nouveau gel du point d'indice en 2027. Des slogans sur l'augmentation des salaires et la cherté de la vie ont été entendus.

Ainsi, avec leurs syndicats, les travailleurs ont réclamé la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique, son indexation sur l'inflation contre la perte du

pouvoir d'achat, ainsi que la suppression du jour de carence et le maintien de la rémunération pendant les congés maladie ordinaires.

Les revendications nationales ont été associées à des préoccupations locales, notamment le manque de transports.

Les agents des finances publiques du Lamentin, sur le site de Place d'Armes, se sont mobilisés pour défendre le maintien du centre des finances publiques, dont la fermeture est envisagée au 1er janvier 2028. Ils dénoncent notamment les conséquences que cette fermeture pourrait avoir telles que la surcharge du site de Schoelcher.

Les sapeurs-pompiers ont également participé à la journée de mobilisation, mais avec une revendication spécifique : la situation fi-



Une banderole vue dans le cortège du 29 septembre 2026 : « L'avenir appartient à ceux qui luttent. »

nancière du Service d'incendie et de secours de la Martinique (SIS). En effet, le SIS fait face à un déficit de 12 millions d'euros.

La journée du 29 septembre a été l'occasion de dénoncer la casse budgétaire que le gouvernement prépare avec le budget de 2027, au nom de la réduction de la dette publique de 54 milliards d'euros.

Ce n'est pas aux travailleurs et aux précaires de payer cette dette. La journée du 29 septembre peut être le début d'une lutte plus large contre l'État au service des capitalistes qui est prêt à faire des économies sur le dos des travailleurs, avec ou sans emplois, actifs ou retraités.

Les agents municipaux du Morne-Rouge obtiennent satisfaction

Entrés en grève le jeudi 1er octobre 2026, les agents municipaux du Morne-Rouge ont signé un accord de fin de conflit dans la nuit du dimanche 4 octobre avec la nouvelle maire Andréa Mauzole.

Le mouvement est intervenu après plusieurs semaines de tensions entre les représentants du personnel et la municipalité. Un préavis de grève avait été déposé par le syndicat STTM-FA-FPT, le 24 septembre, mais la municipali-

té n'avait pas apporté de réponse aux revendications des agents.

Ces revendications concernaient entre autres le manque de matériel dans les services techniques, les titularisations, la formation, l'organisation des services, la

mise à disposition d'un local syndical et le versement de primes et indemnités grâce à l'application du régime indemnitaire des fonctionnaires de l'État. Des situations de souffrance au travail entraînant des arrêts maladie parmi les

agents étaient dénoncées. La maire campait sur ses positions et ne voulait rien négocier. Manifestement la mobilisation des agents lui a permis de trouver des solutions. Les agents, eux, se sont fait respecter.

Guadeloupe

Mobilisation du 29 septembre

Les fonctionnaires se sont mobilisés au complexe sportif Céligny aux Abymes puis ont défilé dans les rues. La mobilisation a porté sur les salaires et les conditions de travail dans la fonction publique chez les enseignants, les pompiers, dans les hôpitaux, à France Travail. Les agents de la douane étaient en grève.

Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché par cette journée de grève. Selon les chiffres communiqués par le Rectorat de Guadeloupe 21,19 % des personnels ont participé au mouvement à l'échelle de l'académie. La mobilisation était encore plus importante dans le premier degré avec 30,33 % de grévistes contre 21,18 % dans le second degré. 74 écoles ont été fermées huit établissements du second degré ont été bloqués. Des chiffres qui témoignent de l'ampleur de la perturbation dans les établissements. Les syndicats de l'Éducation na-

tionale dénoncent notamment l'insuffisance des moyens budgétaires et les suppressions de postes d'enseignants. Le gel du point d'indice constitue l'un des principaux motifs de mécontentement. Il n'a pas été revalorisé depuis 2023. Cette valeur sert de base au calcul du traitement des fonctionnaires. Les syndicats réclament son dégel mais aussi son indexation sur l'inflation.

Les syndicats de la fonction publique entendent maintenir la pression sur le gouvernement. Cette mobilisation réussie pourrait être un premier pas vers un



Dans les rues des Abymes le 29 septembre 2026

mouvement social de grande ampleur vu la colère qui couve face

au gel des salaires et à la hausse des prix.

Les postiers en grève

Le 30 septembre, des postiers du centre de tri du Gosier sont entrés en grève. D'autres se préparent à la mobilisation aux centres des Abymes et de Saint-Martin.

Ils réclament principalement des embauches et l'amélioration de l'organisation des tournées de facteurs. Ils dénoncent depuis longtemps les mauvaises conditions de travail liées au manque de personnel, l'absence de reconnaissance de leur souffrance psychologique. Ils protestent contre la volonté de la direction de fusionner des bureaux de poste. La Poste est l'un des secteurs en Guadeloupe où les travailleurs sont le plus combatifs. En deux ans, ils ont mené plusieurs grèves victorieuses où ils ont réussi à faire embaucher des jeunes qui étaient jusque-là précaires et enchainaient les contrats à durée déterminée. En 2025, après une grève des agents des bureaux de poste de trois secteurs comprenant plusieurs communes (Baie-Mahault, Lamentin, Sainte-Rose, Pointe-Noire, Bouillante, Vieux Habitants) et avec 80 % de grévistes dans les guichets, ils ont obtenu que les agents en poste dans une commune ne changent pas de commune, ils ont obtenu six renforts et deux CDI, et un accord sur le paiement des jours de grève. Seule la lutte paie !

Les marins-pêcheurs sont en colère

Le 28 septembre, des marins-pêcheurs regroupés en intersyndicale ont rencontré le préfet Thierry Devimeux, sur le port de pêche de Sainte-Rose pour lui faire part de leur mécontentement.

Ils dénoncent l'arrêté préfectoral signé en juillet 2025, qui encadre la pêche de certaines espèces comme le lambi et restreint l'utilisation de certains engins jugés peu sélectifs. Ces restrictions sont adoptées au nom de la protection des espèces et de la préservation des ressources. Les pêcheurs se sentent lésés par ces restrictions qui les empêchent de vivre décemment de leur métier. Ils estiment que les pertes peuvent aller jusqu'à 70 % de leur activité. D'autant qu'ils ont subi plusieurs calamités ces dernières années : la pollution au chlordécone a limité les zones de pêche, puis le fléau des algues sargasses empêche les bateaux de circuler en période d'échouement et enfin un nouveau phénomène, la progression des algues rouges qui se développent dans les fonds marins et perturbent certaines espèces de poissons. Sans compter les algues s'accrochant et obstruant directement les filets et les casiers de pêche. Le 28 septembre, le préfet était venu pour écouter les pêcheurs mais surtout pour dire qu'il n'y aura pas de changement concernant l'arrêté restrictif. Il y a quelques mois, les marins-pêcheurs avaient bloqué le chenal de Pointe-à-Pitre pour se faire entendre. Ils promettent de prochaines actions spectaculaires de ce type s'ils n'ont pas gain de cause. Dans la chaîne alimentaire du système capitalisme, les gros industriels de la pêche engrangent les profits tandis que les petits marins-pêcheurs se font manger. **Bouch ay chapé... (Sa langue l'a trahi...)** Lors de la rencontre avec les pêcheurs, le préfet a asséné : « Si vous me parlez créole, c'est un manque de respect pour moi ! ». Il s'est senti obligé de s'excuser dès le lendemain dans une vidéo.



Martinique

Lycée Victor Schoelcher : les agents en ont assez

Depuis le 22 septembre, les agents territoriaux du lycée Schoelcher à Fort-de-France sont en grève. Ils exigent un renfort du personnel. Il manque 13 agents pour assurer le nettoyage des locaux sans se tuer à l'exercice.

Ils dénoncent l'absence de remplacement des agents partis ou décédés. C'est un problème de fond. Plusieurs dizaines d'agents manquent sur tout le territoire. C'est bien légitime-ment que les grévistes réclament de meilleures conditions de travail. Ils sont à 15 pour un établissement qui accueille 1 200 élèves. La direction de l'établissement met la pression sur le personnel et n'a pas honte d'ouvrir l'établissement alors que les locaux ne sont pas nettoyés. En plus du manque d'agents, il y a du matériel neuf qui sommeille dans les locaux. Il doit être mis en place... depuis des années. Pour eux, comme pour les élèves et les enseignants, c'est une mise en danger de leur santé.

Les chauffeurs de Sud Lib pas résignés

Pour sortir de la crise que connaît le transport public de passagers dans les douze communes du sud, Martinique Transport l'autorité organisatrice unique, a clairement annoncé que la solution passerait par des licenciements. Les chauffeurs, principaux concernés, n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Vendredi 2 octobre, les dirigeants de la société délégataire du marché, Sud Lib/Mobilité Sud, qui compte 250 salariés, avaient programmé une réunion avec les représentants des salariés élus au Comité Social Économique (CSE). L'objet était de faire le point sur les discussions entre cette société délégataire et Martinique Transport. En effet, celle-ci exige que le montant de la délégation soit renégocié à la baisse. En attendant qu'ils parviennent à un accord, les usagers du sud sont privés de moyens de transport depuis le 7 septembre et livrés à leur triste sort. Et là, pas une bouche ne s'ouvre pour parler de prise en otage de la population. Face à cette situation, des salariés de Sud Lib, appuyés par le syndicat CGTM, se sont rassemblés vendredi 2 octobre 2026 au siège de l'entreprise. Soutenus par une délégation syndicale, ils ont exprimé leur refus d'être des victimes consentantes et leur volonté de se battre pour sauver leurs emplois.



Arabie saoudite : Macron s'en va-t'en guerre ?

Macron a annoncé le 24 septembre qu'il allait envoyer des troupes en Arabie saoudite pour protéger le port de Yanbu, sur la Mer Rouge. C'est un port très important pour les installations pétrolières du pays, qui se trouve à l'extrémité d'un oléoduc qui traverse le pays d'Est en Ouest.

Suite au blocage du détroit d'Ormuz, la Mer Rouge devient la seule alternative pour évacuer la production du pays par la voie maritime. Mais il se trouve que les Houthis, alliés des Iraniens, qui contrôlent une bonne partie du Yémen, bloquent le détroit de Bab-El-Mandeb, au sud de la Mer Rouge, et ont commencé à bombarder les installations saoudiennes, car l'Arabie soutient militairement le pouvoir yéménite officiel. Les Saoudiens comptaient sur les

USA de Donald Trump, mais ce dernier, empêtré dans sa guerre contre l'Iran, leur a dit de se débrouiller. Alors Macron, comme pour la guerre en Ukraine, essaie de jouer les gros bras et propose un appui militaire, avec des avions Rafale, des soldats et des systèmes de défense. Il prétend qu'il s'agit d'une intervention purement « défensive » ! Les frontières françaises seraient-elles menacées ? En fait, c'est surtout pour l'approvisionnement en pétrole, dont celui de la compagnie

Total, qu'il est inquiet. Par ailleurs, il cherche sans doute à remporter un marché pour le groupe Dassault, qui produit les avions Rafale. En 2025, il avait déjà servi de démarcheur, mais au dernier moment, les Saoudiens avaient annulé la commande de 54 Rafale au profit d'avions américains ou allemands. Le but officiel est de faire baisser le prix du pétrole, mais le résultat est loin d'être acquis. Comme l'ont fait remarquer certains, la France pourrait bien être considé-

rée comme « cobelligérante » et subir des attaques à son tour. Mais Macron, tout comme en Ukraine, tient à jouer les va-t-en-guerre. Voilà un président et un gouvernement qui ne cessent de se lamenter sur la dette de l'État, mais qui ne rechignent pas à engager des opérations militaires coûteuses et inutiles. Et bien entendu, à faire payer la facture aux travailleurs et aux pauvres. ■

Guadeloupe

Grève des lycéens

Les élèves du lycée Gerville-Réache ont fait grève le 2 octobre pour dénoncer leurs conditions dans l'établissement : 35 °C dans les classes, jusqu'à 35 élèves par classe, des rats dans les bâtiments, des tables et des chaises trimbalées de salles en salles, l'absence d'infirmière, ainsi que des malaises et des crises d'asthme en cours. Ils dénoncent également Parcoursup et les responsables qui disent les écouter, mais n'agissent pas. Ils se mobilisent aussi en solidarité avec les lycéens de France qui

subissent la répression. Une pancarte proclame : « *Plus de fric pour les lycées, moins pour l'armée* ». Pour eux, ces raisons justifient de rejoindre le mouvement général et de s'attaquer à la politique d'austérité menée au profit des bénéfices des plus riches. À partir du 5 octobre les élèves de plus d'une dizaines de lycées, LGT Baimbridge, Jardin d'Essai, Chevalier Saint-Georges aux Abymes, Faustin à Morne-à-l'Eau... ont également rejoint la grève ! ■



Lycéens en grève au Lycée Jardin d'Essai le 5 octobre.

Martinique

Les lycéens manifestent !

Dans le prolongement des manifestations en Hexagone, plusieurs lycées sont entrés en grève le 2 octobre. Ils manifestent contre leurs conditions de scolarité qu'ils jugent déplorables.

Des lycéens du Nord au Sud de la Martinique se sont mobilisés. Les manifestations ont commencé le jeudi 1er octobre dans les lycées du quartier Bellevue à Fort-de-France. Puis, elles se sont étendues dans les lycées du Lorrain, de Trinité, du François, du quartier Acajou, de Petit Manoir, de Dillon. Par ces mobilisations, les lycéens dénoncent des conditions de travail difficiles : la chaleur dans les salles, le manque de matériel, les locaux insalubres ou règnent les moisissures ou encore le manque de transports et les emplois du temps lourds et les pauses déjeuner trop courtes pour manger correctement. Beaucoup d'élèves dénoncent les classes surchargées où ils se retrouvent souvent à 35 dans une salle de classe. Les lycéens exigent également plus d'ensei-

gnants et dénoncent les périodes de plusieurs mois sans professeurs dans certaines matières. En somme, les lycéens demandent de meilleures conditions pour étudier. On ne peut que comprendre leur colère. Près de la moitié des jeunes en Outre-mer souffrent d'une mauvaise santé mentale. On parle d'une jeunesse anxieuse dans ce monde qui les condamne à subir le chômage qui est très élevé chez les jeunes, la cherté de la vie ou encore l'incertitude de faire des études après le lycée, à cause de la plateforme ultra-sélective Parcoursup. La répression du mouvement a d'ores et déjà commencé. Le vendredi 2 octobre, sept personnes mineures ont été interpellées par la police. Les policiers ont violenté les lycéens du quartier Bellevue, à coups de matraques et de gaz lacrymogènes.



Pancarte d'une élève du lycée de Bellevue.

Leurs mauvaises conditions d'études vont de pair avec les conditions de travail des enseignants, des AESH et autres personnels d'éducation qui se dégradent. Les classes sont surchar-

gées pendant que l'Éducation nationale continue de supprimer chaque année des postes d'enseignants. Le personnel d'éducation a tout intérêt à se joindre aux mobilisations de la jeunesse.

La CTM en redressement ?

La Cour Régionale des Comptes (CRC) a déposé son rapport et ses recommandations pour la Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM).

Elle a mis en évidence une dette cumulée de un milliard. L’assemblée plénière de la CTM a suivi le 24 septembre dernier.

C’était donc un festival d’injonctions, d’accusations, de recommandations, pour le redressement des comptes. L’optimisation ou l’austérité ? Plan de redressement et plan d’action ? Que choisir ? Apparemment, les élus, de la majorité et des oppositions n’ont d’yeux que pour les dépenses nécessaires mais insuffisantes de la collectivité. Ces dépenses concernent des associations et

autres organismes d’intérêt public.

La solution proposée par la majorité est de couper sur les dépenses, puisque les recettes sont insuffisantes pour combler l’augmentation des dépenses engendrée par l’inflation et les interventions urgentes sur les infrastructures.

Les comptes sont tellement déficitaires que la CTM a vendu des biens immobiliers. Au final, les élus de tous bords n’ont pas manqué d’arguments pour justifier la faillite de l’autre camp ou l’hon-

nêteté du leur. Tout ça c’est du vent !

Mais aucun élu n’a suggéré de prendre sur l’argent distribué aux riches capitalistes. Ces derniers, occupés à faire leur business, ne sont pas plus soucieux du sort de la population laborieuse que les élus, bien au contraire. Tant que le cash coule dans leurs coffres. On se souvient comment les groupements de patrons, dont le capitaliste Yann Monplaisir est l’un des représentants, se sont insurgés quand il était question de les taxer davantage sur le transport.

Les travailleurs n’ont donc pas à se sentir gênés d’exiger le respect de leur dignité. Si les gros patrons se gavent de l’argent public et ne veulent absolument pas en payer la note, ce n’est pas à nous qui suons le profit, qu’il devrait en coûter. De leurs côtés, les notables préfèrent rester discuter dans les assemblées que d’aller chercher les dizaines de millions d’euros qui sont servis aux capitalistes. C’est bien à nous, travailleurs, qui produisons tout dans cette société, d’aller les chercher.

Les agriculteurs de Nouvelle Cité réclament de l’eau

Le 1er octobre, six des agriculteurs du quartier Nouvelle-Cité à Rivière Salée ont traduit la CTM devant le tribunal des baux ruraux. Le jugement devrait être rendu le 17 décembre prochain.

En effet la CTM est le bailleur des terres qu’ils exploitent. Mais elle leur loue ces terres sans accès à l’eau. Les exploitants se retrouvent avec des parcelles de plus en plus arides car sans irrigation, et dans l’incapacité même d’en payer les loyers.

L’affaire a débuté il y a une vingtaine d’années. À l’époque le

Conseil général s’était porté acquéreur de cette terre pour la louer à de jeunes agriculteurs. Depuis, elle est passée aux mains de la Collectivité territoriale. Et malgré promesses et plans de travaux venant de la mandature d’Alfred Marie-Jeanne ou de celle de Letchimy, les agriculteurs se retrouvent toujours sans

eau. Aujourd’hui, pire, ils se disent dans l’incapacité d’obtenir de la CTM des réponses précises sur ce dossier et se retrouvent même face à un mur.

Désormais ils demandent donc au tribunal d’ordonner à la CTM sous astreinte, de mettre l’eau à leur disposition, mais aussi le paiement de dommages et intérêts

pour préjudices subis ainsi que la suspension du paiement de leurs loyers.

Une nouvelle affaire dans laquelle la CTM se trouve empêtrée dans un flou d’incompétence ou de manque de moyens, dont ces agriculteurs se retrouvent les victimes.

Carburants : braquage à la pompe

2,10 € et 2,27 € pour le super et le diesel. Le prix des carburants dépasse maintenant les 2 € par litre. Le préfet Étienne Desplanques, présente les aides aux « gros rouleurs » comme si c’était suffisant. Cette aide de 100 € pour trois mois, sous conditions, c’est une misère ! Au bout du compte, qui

paiera la note à l’État ? Encore les travailleurs ? C’est de l’enfumage et du mépris de classe.

De plus, ces aides ne concernent que le carburant servi à la pompe. Et nous savons que quand le prix de l’essence augmente, c’est tous les prix des produits transportés qui sont impactés.

Alors trêve d’illusionnisme. Ce qu’il faut c’est du pouvoir d’achat. Ce qu’il faut c’est augmenter les salaires, les pensions et les allocations chômage. 2 200 € net c’est le minimum pour vivre dignement. Et avec ça, que les salaires suivent les hausses des prix. Les actionnaires

de TotalEnergies ont encaissé 11 milliards d’euros en 6 mois. Onze milliards produits par les travailleurs. Et les pontes du gouvernement et de l’État n’iront jamais chercher de ce côté-là. Ce sont les travailleurs qui pourront les leur arracher.

Dans les entreprises

L'écho des hopitaux (Guadeloupe)

Pneumo : trois vœux... Mais pas trois miracles !

Le cadre demande à chacun de formuler trois vœux pour notre future affectation, dont obligatoirement un dans le pôle médecine. Une façon élégante de rappeler que, pour le prochain CHUG, on pourra peut-être choisir... Avant que l’effectif ne choisisse pour nous ! Si la diminution des effectifs annoncée se confirme, une question demeure : comment faire plus avec moins, sans finir à bout de souffle ? On connaît pourtant la recette : on respire, on s’organise... Et surtout, on se mobilise !

Néonatalogie : les

RCV20 à la convenance ?

Selon plusieurs collègues, le cadre aurait indiqué qu’ils seraient posés à sa convenance, en fonction de la balance horaire, certains n’ayant plus de RTT à poser. Alors, les RCV20 seraient-ils devenus « à la carte » ? Un petit rappel des règles et de leur application équitable pour tous ne serait certainement pas de trop !

Konba travayé bannann

Habitation

« Moulin-l’Étang » : Mobilisation réussie, les réticences de l’employeur ont été balayées

L’enherbement était devenu in-

supportable pour les ouvriers. Car il favorise le risque de la leptospirose. D’ailleurs un salarié, a été contaminé, sans doute au contact de l’eau, de la terre ou des surfaces souillées par de l’urine infectée. Se sachant menacés à leur tour, les ouvriers se sont mis en grève et ont pu exiger et obtenir que l’exploitation soit complètement désherbée. Cette réaction de l’employeur a bien montré à tous les ouvriers, que leur mobilisation était la bonne solution pour obtenir satisfaction.

Habitation « Riviere-Noire » : une pollution douteuse

Les travailleurs de l’exploitation, se sont trouvés confrontés, à une inondation inattendue d’une eau

polluée, et ce sans qu’aucune explication ne leur ait été donnée. Cependant, qu’importe l’explication, quand bien même elle aurait été donnée ! Le fait est que la proximité d’une telle pollution, représente un danger pour notre santé. Et c’est inadmissible ! Alors, l’important pour nous est de savoir que défendre notre bonne santé, cela passe forcément par notre volonté et notre capacité à défendre nous-mêmes nos intérêts.



C’était ça ou mourir de Thelyson Orélien : un livre à lire !

Ce roman d’un jeune auteur canadien d’origine haïtienne a suscité beaucoup de commentaires dans la presse. Après avoir obtenu plusieurs prix littéraires, il a été présenté comme favori pour le prestigieux prix Goncourt. C’est alors qu’un chroniqueur du journal de droite Le Figaro a accusé l’auteur d’avoir utilisé l’intelligence artificielle pour la rédaction du roman.

Curieusement, c’est le seul ouvrage de la rentrée littéraire qu’il semble avoir fait analyser pour traquer les traces d’IA. Le fait que l’auteur soit noir, Haïtien d’origine, qu’il ait gagné le Canada après que sa maison eut été détruite par le tremblement de terre

de 2010, donc lui-même immigré, n’y est probablement pas étranger !

Quoi qu’il en soit, *C’était ça ou mourir* est un livre bouleversant. Il retrace le chemin parcouru par un jeune homme, Jonas Dorléon, professeur d’histoire et géographie, qui fuit son pays Haïti après la destruction de son quartier de Carrefour-Feuille par la violence des gangs. Et ce chemin est une véritable descente aux enfers. Il lui faut d’abord gagner au péril de sa vie la République Dominicaine, où il connaît la misère, la faim, le risque permanent d’être arrêté et refoulé. Puis il parvient par la ruse à intégrer un vol pour le Brésil. De là,

il parcourt des milliers de kilomètres, parfois en transport en commun, souvent à pied. Il traverse le Brésil, la Colombie, l’Amérique Centrale et le Mexique. Il croise de nombreux autres migrants arrivés de différents pays du monde, depuis l’Asie jusqu’aux Caraïbes, l’Amérique Latine. C’est une internationale de la misère avec des moments de fraternité et de solidarité qui leur permettent de tenir bon malgré leurs conditions ignobles. L’indifférence n’est jamais présente, même quand il faut avancer coûte que coûte.

Jonas dut plusieurs fois changer de nom, renoncer à son identité. Il doit affronter l’inhumanité d’une

bureaucratie glaçante pour laquelle il n’est qu’un numéro. Finalement, après avoir traversé les États-Unis, il parvient au Canada où il est demandeur d’asile.

La polémique suscitée par les accusations d’utilisation de l’IA a entraîné le retrait du roman de la liste des prix littéraires, mais elle a fait exploser les ventes en librairie. À juste titre, car le récit plonge le lecteur au cœur d’une tragédie collective qui est le sort de centaines de milliers d’êtres humains. La société capitaliste qui autorise, justifie, et repose sur de telles atrocités doit être renversée !

Brésil

Élections : le candidat d’extrême-droite en tête au premier tour

Le premier tour des élections présidentielles s’est déroulé le dimanche 4 octobre. Le président en exercice, Ignacio Lula Da Silva, de gauche : 45,16 % est devancé par son rival d’extrême droite Flavio Bolsonaro : 47,03 %.

Lula, âgé de 80 ans, se présente pour un quatrième mandat. Flavio Bolsonaro est le fils aîné de Jaïr Bolsonaro, d’extrême-droite, qui a été président de 2019 à 2023. Lors des élections présidentielles d’octobre 2022, Lula avait obtenu au deuxième tour 50,90 % des voix contre 49,10 % à Bolsonaro père. Ce dernier avait alors fomenté une tentative de coup d’État avec projet d’assassinat de Lula, pour lequel il a été ensuite condamné à 28 ans de prison.

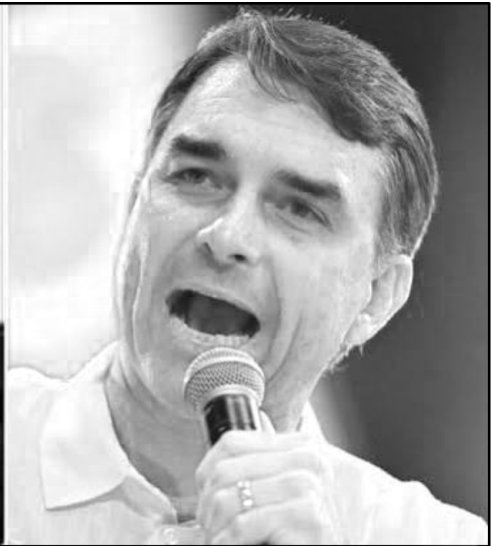
Pour les élections de cette année, les sondages donnaient Lula et Bolsonaro fils au coude à coude. C’est donc le second qui arrive en tête, consolidant la montée de l’extrême-droite en Amérique Latine. Plusieurs pays ont basculé à droite ces dernières années : l’Argentine, avec Javier Mileï, le Salvador, la Colombie avec Abelar-do de la Espriella, le Chili, le

Honduras...

L’ingérence des États-Unis fait son œuvre. L’ambition de Trump est entre autres de reconquérir sa sphère d’influence en Amérique latine, par différent moyens, y compris la force, comme on a pu le constater avec l’enlèvement de Maduro au Venezuela en janvier 2026. La hausse des droits de douane de 50 % sur les échanges entre le Brésil et les États-Unis a contribué à l’affaiblissement de l’économie au Brésil, qui est durement ressenti par la population. Le Brésil est un gros exportateur de café et de viande vers les USA. Le Brésil connaît de graves difficultés économiques, du fait de la crise qui affecte l’ensemble de l’économie capitaliste. Au Brésil comme ailleurs, ce sont les plus pauvres qui en subissent les plus graves conséquences. Ce ne sont plus les seules classes favori-



Ignacio Lula Da Silva



Flavio Bolsonaro

sées qui ont voté Bolsonaro, mais aussi des pauvres déçus par un gouvernement de gauche qui n’a fait que semer des illusions. À titre d’exemple, le gouvernement Lula a concédé à quatre multinationales l’exploitation de champs pétroliers proches de l’Amazonie. Le retour au pouvoir de l’extrême-droite dans une Amérique

latine soumise à l’impérialisme américain et dépecée par ses grandes compagnies capitalistes ne pourra qu’empirer les conditions de vie des plus pauvres. La seule voie possible pour échapper aux illusions et au chaos est la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes !

Martinique

Métallurgie : licenciements, conditions de travail déplorables

La situation des ouvriers dans les entreprises de la métallurgie en Martinique continue de s’aggraver. C’est le cas pour les conditions de travail comme à MétalDom, où des pelles chargées de rassembler les métaux destinés à être broyés sont toujours en panne. Où encore, un nouveau broyeur flambant neuf des-

tiné à réduire en petits morceaux des objets métalliques volumineux afin de faciliter leur recyclage, ne fonctionne pas. C’est le cas aussi pour les salaires. Ainsi, à Arcelor-Mittal, les salaires sont régulièrement bien plus bas que ceux de la qualification exercée par les ouvriers. Il y a aussi le cas de certaines en-

treprises du secteur Métallurgie qui se mettent en liquidation judiciaire, sans même que les ouvriers ne sachent pour quelle raison.

Et ces ouvriers payés au Smic, se trouvent désormais menacés de licenciement, sans aucune requalification, après avoir été exploités par

leur patron pour certains pendant plus de 10 ans.

La crise économique du système capitaliste ne touche pas le patronat de ce secteur, mais les travailleurs qui ne sont nullement responsables en prennent plein la figure.

Félix Éboué était gouverneur de la Guadeloupe

Le 29 septembre 1936, Félix Éboué est nommé Gouverneur intérimaire de la Guadeloupe. Il prend officiellement ses fonctions le 27 octobre 1936. C'est le premier fonctionnaire noir à accéder à un grade aussi élevé en Guadeloupe. Membre de la SFIO (ancêtre du Parti Socialiste) il y est chargé d'appliquer la politique du Front populaire qui vient d'arriver au pouvoir.

Éboué un gouverneur au service du pouvoir colonial

Petit-fils d'esclave, il est né en Guyane en décembre 1884, soit 36 ans après l'abolition de l'esclavage. Après le baccalauréat il réussit le concours de l'école coloniale à Paris. L'école coloniale prépare les cadres supérieurs de l'administration coloniale à gérer les colonies. Avant d'être nommé gouverneur de la Guadeloupe, il est affecté au Congo à la fin de son cursus, à Madagascar puis en Oubangui-Chari dans l'actuelle République centrafricaine. En 1933, il est nommé secrétaire général du gouvernement de la Martinique. Durant deux ans, il assure l'intérim du gouverneur. En 1938, il est nommé gouverneur du Tchad puis après son ralliement à Charles de Gaulle durant la Seconde Guerre mondiale, il est nommé gouverneur général de l'AEF (Afrique Équatoriale française) qui comprenait le Gabon, le Tchad, le Congo et l'Oubangui. Jusque-là il aurait été impensable de nommer un Noir à des postes aussi importants en Afrique et aux Antilles. Mais le pouvoir colonial s'est rendu compte de l'avantage qu'il pouvait tirer de Noirs diplômés issus de ses colonies afin de mieux faire passer sa politique coloniale d'oppression auprès des Noirs d'Afrique et des Antilles.

Chargé de rétablir l'ordre au service des capitalistes

Félix Éboué arrive en Guadeloupe le 20 octobre 1936, il est gouverneur en titre après avoir exercé comme secrétaire général en Martinique. Il a déjà une longue expérience comme administrateur des colonies en Afrique noire.

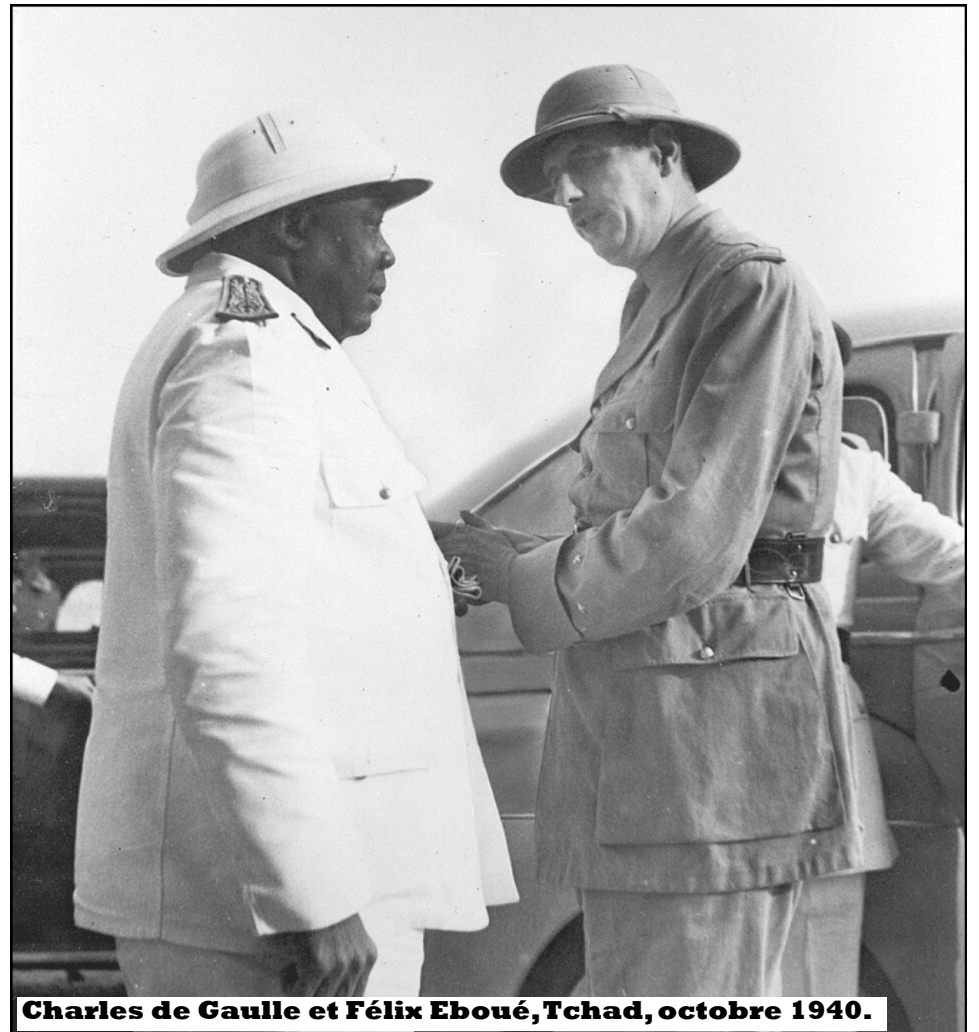
Il faut rappeler qu'en France en juin 1936 la classe ouvrière française, au bord de la révolution sociale, a pu arracher au patronat certains avantages sociaux comme la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine, les congés payés (15 jours), les conventions collectives.

Dans les années 1930, les populations de la Martinique et de la Guadeloupe vivaient dans une immense pauvreté : habitat insalubre, salaire de misère. On y mourait de malnutrition et de ma-

ladies tropicales. Éboué arrive aux Antilles dans un contexte de révoltes sociales, les travailleurs se battent dans le secteur des usines à sucre et des champs de canne pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Cette classe ouvrière est féroce-ment exploitée par une classe de propriétaires blancs et de Békés (riches capitalistes descendants des premiers colonisateurs). À l'époque les grèves d'avant récolte sucrière se soldaient régulièrement par des affrontements avec les gendarmes qui n'hésitaient pas à faire feu, blessant, tuant des travailleurs. Dans ce contexte explosif, Eboué a aussi été envoyé pour rétablir le calme et l'ordre. Il prononçait des discours devant des grévistes, des ouvriers pour mettre fin aux conflits. En décembre 1936, les ouvriers du secteur de La Boucan à Sainte-Rose étaient en lutte. Ils ont cerné la maison du directeur de l'usine. Eboué a joué pleinement son rôle de pompier au service de l'État et des gros propriétaires blancs. Il se rendit sur place et dit aux ouvriers : *« j'étais heureux, moi, un Noir, de venir vous administrer, vous des gens de ma race... vous savez que je suis venu en Guadeloupe dans le but d'obtenir que votre situation soit rendue décente. Je connais tous vos besoins, et vous, vous savez que vous pouvez compter sur moi pour les satisfaire... On me conseille... d'appeler la gendarmerie... pour vous obliger à délivrer ces Blancs, un homme, une femme et deux enfants que vous tenez prisonniers depuis ce matin dans cette maison... Je n'appellerai pas la gendarmerie car ce qu'on veut c'est faire couler le sang. »* Après ce discours les ouvriers se dispersèrent. Durant toute la durée de son gouvernement, il ne fit jamais intervenir les gendarmes.

Félix Éboué a su se forger une forte popularité parce qu'il a pu éviter des bains de sang. Il gagna le surnom de « papa Éboué » et quand il quitta la Guadeloupe c'est sous les acclamations de la foule.

Mais le problème des bas salaires, de l'exploitation féroce n'était pas réglé. Éboué utilisait l'argument de la couleur de sa peau pour tenter d'amadouer les travailleurs.



Charles de Gaulle et Félix Éboué, Tchad, octobre 1940.

« Jouer le jeu » : accepter son sort de colonisé

Les cercles « ébouistes », francs-maçons, socialistes ou de droite nous ressortent régulièrement le discours d'Éboué qu'ils ont rendu célèbre : *« jouer le jeu »*. Il a tenu ce discours au lycée Carnot à Pointe-à-Pitre le 1er juillet 1937. Voici un extrait de ce discours : *« ...jouer le jeu c'est aimer les hommes, tous les hommes et se dire qu'ils sont tous bâtis sur une commune mesure humaine qui est faite de qualités et de défauts, jouer le jeu c'est mériter notre libération »*. Ce discours d'évangélisation des masses est hypocrite. Il parle de respecter les valeurs. Mais de quelles valeurs s'agit-il ? Deux ans après une partie de cette jeunesse des colonies allaient servir de chair à canon pour la bourgeoisie sur les champs de bataille en Europe pour soi-disant défendre la liberté. La jeunesse colonisée d'Outre-mer est piétinée, discriminée par le racisme et exploitée.

Ces valeurs de liberté, d'égalité entre les hommes, prônées par Éboué ont été piétinées par lui-même. Il a fermé les yeux sur les pires exactions commises par l'Empire colonial français, surtout en Afrique.

En novembre 1940, Éboué est nommé gouverneur général de l'Afrique équatoriale française à Brazzaville qui devient la capitale de la France libre. Il va sous les ordres de De Gaulle imposer aux populations des efforts de guerre. Il a soutenu le travail forcé. Par cette exploitation, les revenus tirés des exportations de caoutchouc et d'or explosent. Dans les mines d'or des centaines d'ouvriers creusent la terre dans des conditions de travail très pénibles, travaillant douze à quinze heures par jour, subissant les violences. Pour la construction du chemin de fer « Congo-Océan » pour lequel on déplaça des populations entières, on exploita des dizaines de milliers d'hommes jusqu'à leur mort. Tout cela s'est produit pendant qu'Éboué servait comme haut administrateur en Oubangui. Pendant que des milliers d'Africains crevaient comme des bêtes sur le chemin de fer Congo-Océan, lui recevait la Légion d'honneur en 1927.

En Martinique comme en Guadeloupe, ce ne sont pas par les discours d'Éboué qui ont permis les avancées sociales, les libertés démocratiques. Elles ont été gagnées par la lutte, les grèves et des soulèvements dans tous les secteurs comme dans les plantations ou le Bâtiment.

Espagne

Question du logement : vers une lutte sociale !

Le 3 octobre en Espagne des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer la crise du logement.

À Madrid, environ 100 000 manifestants ont défilé. Des mobilisations ont également eu lieu à Valence, Palma de Majorque, Tolède... Ils manifestent à cause de la crise du logement et l'explosion des loyers. L'Espagne manque cruellement de logements accessibles, 700 000 logements manquent selon le journal *Le Monde*.

La mobilisation est partie du 27 septembre quand des investisseurs immobiliers ont expulsé Maricarmen Abascal, 87 ans, de son logement qu'elle habitait depuis 71 ans à Madrid ! Une expulsion pour augmenter le loyer de 275 % ! Sous la pression populaire, un accord a finalement été trouvé afin qu'elle puisse retourner dans son logement.

Beaucoup de gens se sont reconus dans cette injustice. Des campements d'associations et de manifestants ont été installés à Madrid et les manifestations se sont rapidement étendues dans plusieurs dizaines de villes.

Face à la colère le gouvernement de Pedro Sánchez a tenté de reprendre la main en présentant des mesures d'urgence destinées notamment à renforcer la protection

« Vers la grève générale ! » manifestation du 3 octobre à Madrid.



des locataires, limiter certaines expulsions et s'attaquer aux pratiques des fonds d'investissement. Le 2 octobre, le Parlement espagnol a rejeté les deux décrets-lois proposés par le gouvernement.

Le gouvernement Sánchez peut bien dénoncer le vote des députés et pointer la responsabilité de la droite. Mais pour les manifestants, ça ne suffit plus. Les mani-

festations du 3 octobre ont montré que la contestation est même plus profonde que le seul problème du logement. Des banderoles appelaient même à une « grève générale ».

Après le rejet de ses mesures, Pedro Sánchez a annoncé le 5 octobre la convocation d'élections législatives anticipées pour le 29 novembre. Le véritable rapport de force aujourd'hui se joue

dans la rue, dans les grèves et les manifestations. Les gouvernements n'attaqueront les intérêts des grands propriétaires et des investisseurs immobiliers que si la population se mobilise massivement.

Haïti

Renouvellement de la force de répression des gangs

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi 29 septembre une résolution prorogeant de six mois, jusqu'au 31 mars 2027, le mandat de la Force de répression des gangs (FRG) en Haïti.

Cette prolongation répond à l'appel du Premier ministre haïtien Alix Didier Fils-Aimé, qui a plaidé une semaine plus tôt pour le renouvellement de cette force armée. Elle prend la suite de la force multinationale dirigée par le Kenya qui n'avait jamais atteint les résultats escomptés par le gouvernement. Ce groupe pourra compter jusqu'à 5 500 militaires et policiers et les instances onusiennes promettent que cette fois-ci il sera à la hauteur de sa tâche. Les promesses habituelles !

Le premier ministre a aussi indiqué que, pour faire face aux gangs, 2 000 policiers avaient

achevé leur formation et que l'armée avait recruté 1 500 personnes supplémentaires. Le gouvernement renforce ainsi son arsenal répressif qui est censé être le premier à intervenir. Et même s'il est inefficace face aux gangs, il pourra être utilisé contre les révoltes de la population.

Les gangs terrorisent toujours les quartiers populaires, rançonnent les marchandes et la population sur les points de péage. Les habitants des quartiers fuient leur avancée et cherchent des endroits plus sûrs où se réfugier.

Le nombre de morts parmi la population continue d'augmenter. Selon un récent rapport de l'ONU

il y a eu, depuis janvier, au moins 5700 personnes tuées ou blessées. Dans le même temps, il y a une réaction de la population. Dans certaines zones de province, des groupes dits d'« auto-défense » sont apparus. Selon l'ONU, ils auraient tué ou blessé quelque 280 membres des gangs. La population armée, organisée, est la perspective de défense face aux gangs. Ces groupes d'« auto-défense » peuvent être l'embryon d'organisation de défense de la population quand ce sont les habitants des quartiers qui sont à leur tête et que ce sont les intérêts de la population laborieuse qu'ils défendent.

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25€

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS

Combat ouvrier

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille - 97128 GOYAVE - Guadeloupe, Antilles Françaises

Reponsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128

GOYAVE - Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. PMC-fwi

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Combat ouvrier est aussi sur Facebook, Instagram et TikTok.